

Mondes

Les réseaux marocains du développement

Géographie du transnational
et politiques du territorial

Thomas Lacroix



SCIENCES PO

LES PRESSES

Extrait de la publication

Les réseaux marocains du développement

Les réseaux marocains du développement

*Géographie du transnational
et politiques du territorial*

Thomas Lacroix

Catalogage Électre-bibliographie (avec le concours des Services de documentation de la FNSP)

Les Réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politique du territorial / Thomas Lacroix – Presses de Sciences Po, 2005. – (Collection Académique.)
ISBN 2-7246-0955-7

RAMEAU :

– Émigration et immigration : Aspects économiques : Maroc

– Développement économique : Projets : Maroc

– Maroc : Conditions économiques : 1956-...

DEWEY :

– 330.764 : Économie générale – Conjoncture et conditions économiques – Maroc

Public concerné : universitaires, public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

*Pour Yasmina et Elya,
les deux rives de mon « entre-nous »*

Table des matières

<i>Liste des sigles</i>	11
<i>Cartes</i>	15
<i>Introduction</i>	19

I - L'ESPACE TRANSNATIONAL EUROMAROCAIN DU DÉVELOPPEMENT

<i>Chapitre 1 / ÉMIGRATION ET DÉVELOPPEMENT DANS LE SUD MAROCAIN</i>	27
• Le Sud marocain : une centralité aux confins du Maroc	28
• L'émigration interne et internationale	34
• Migration et sous-développement : un faux débat ?	40
 <i>Chapitre 2 / LES MIGRANTS ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT</i>	 55
• Les villages enquêtés	55
• Les Kasbati : formation d'un collectif de migrants à l'étranger	57
• Les collectifs d'émigrés porteurs de projet	63
• Les <i>leaders</i> du développement	69
• Les motifs d'une implication : normativité migratoire et dynamique de développement	74
• Les projets de développement : entre perpétuation du Retour et usage de la Mobilité	81

- Dépasser une fracture subie :
l'invention du transnational 85

*Chapitre 3 / LES OSIM : DES ASSOCIATIONS ENTRE MIGRATION
ET COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT* 99

- Migrations et développement :
une organisation pionnière 100
- Les associations issues de la mouvance
progressiste marocaine 116
- Vers une européanisation des réseaux d'OSIM ? 131

II - LES ACTEUR DU DÉVELOPPEMENT FACE AUX LOGIQUES DE POUVOIR

*Chapitre 4 / DÉVELOPPEMENT LOCAL
ET JEUX DE POUVOIR
DANS LE SUD MAROCAIN* 137

- Makhzen, administration territoriale
et système tribal : le triptyque politique
du Sud marocain 137
- Les associations villageoises de développement 142
- La place des émigrés 153
- L'État marocain et la dynamique
de développement local 156
- Les organisations « paragouvernementales »
du développement local 167

*Chapitre 5 / POLITIQUES MIGRATOIRES
EUROPÉENNES
DE L'AIDE AU RETOUR AU CODÉVELOPPEMENT* 177

- L'aide au retour : entre cynisme politique
et coopération 178
- La politique de codéveloppement
de la Commission européenne 193

Chapitre 6 / L'AUTRE CODÉVELOPPEMENT	
LES ACTEURS NON ÉTATIQUES	205
• La place des OSIM marocaines dans la politique de codéveloppement	206
• Le positionnement des ONG	208
• Organisations de migrants, ONG et administration	212
• Les collectivités territoriales : intérêt ou désintérêt ?	219
• Le devenir du codéveloppement : non-dits et réalité d'une politique	226
<i>Conclusion</i>	243
<i>Bibliographie</i>	247

Liste des sigles

Associations, ONG et partis politiques

ACIF : Associations des collectifs d'immigrés de France

ADEA : Association d'entraide pour le développement du canton de l'Argentière

AMAPPE : Association marocaine d'appui pour la promotion de la petite entreprise

AMDH : Association marocaine des droits de l'homme

AMEJ : Association marocaine pour l'éducation de la jeunesse

AMF : Association des Marocains de France

AMSED : Association marocaine de solidarité et de développement

ARED : Association Réchida pour l'éducation et le développement

ATIME : Asociacion de trabajadoras e inmigrantes marroquies en España

ATMF : Association des travailleurs maghrébins de France

ATTF : Association des travailleurs tunisiens de France

CAD Sous : Collectif des associations de développement du Sous

CADIME : Coordination des associations démocratiques immigrées en Europe

CAIE : Collectif des associations d'immigrés en Europe

CAIF : Collectif des associations d'immigrés en France

CCFD : Comité catholique contre la faim et pour le développement

CDT : Confédération démocratique du travail

CERES : Centre d'études, de recherche et d'éducation socialiste

CFSI : Comité français de solidarité internationale

CIFED : Collectif Ilhmaten France Europe de développement

CLAP : Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion

CNCD : Centre national coopération et développement

Coordination SUD : Solidarité, urgence, développement

CODENAF : Cooperacion y desarrollo para el Norte de Africa

CRID : Centre de recherche et d'information sur le développement

EMCEMO : Centre euroméditerranéen Migration et développement

FADEF-France : Fédération des associations de développement de Figui-France

FASTI : Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés

FAVET : Fédération des associations villageoises des électriciens de la province de Taroudannt

FO.NORD : Forum du Nord

GAME : Groupement d'appui à la micro-entreprise

GRDR : Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural dans le Tiers Monde

IDD : Immigration, développement, démocratie

KMAN : Association des travailleurs marocains des Pays-Bas

MD : Migrations et développement

MCDA : Migration et codéveloppement-Alsace

MDC : Mouvement des citoyens

MDL : Migrations et développement local

ODICE : Office départemental pour l'insertion des communautés étrangères

OMDH : Organisation marocaine des droits de l'homme

PPS : Parti pour le progrès socialiste

RARBA : Réseau des associations de la réserve de biosphère de l'arganier

UGTM : Union générale des travailleurs du Maroc

UNEM : Union nationale des étudiants marocains

UNFP : Union nationale des forces populaires

Institutions

AFD : Agence française de développement

AFME : Agence française pour la maîtrise de l'énergie

CCD : Commission Coopération Développement

COCODEV : Commission Coopération Développement

DGCI : Direction générale de la coopération internationale

DPA : Directions provinciales de l'agriculture

DPM : Direction de la population et des migrations

FMCU : Fédération mondiale des cités unies

FORIM : Forum OSIM

GTZ : Gesellschaft für technische Zusammenarbeit

HCCI : Haut Conseil de la coopération internationale

HNPC : Houillères du Nord – Pas-de-Calais

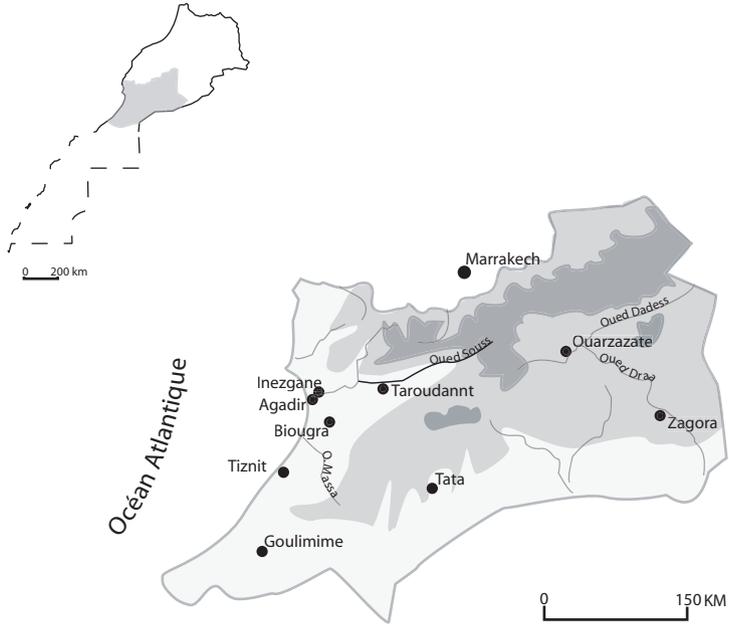
MAE : Ministère des Affaires étrangères
 MCNG : Mission de la coopération non gouvernementale
 MICOMI : Mission interministérielle au codéveloppement et aux migrations internationales
 OCDE : Organisation pour la coopération et le développement en Europe
 OMC : Organisation mondiale pour le commerce
 OMI : Office des migrations internationales
 ONE : Office national d'électricité
 ONEP : Office national de l'eau potable
 ONI : Office national d'immigration
 ORMVA : Office régional de mise en valeur agricole
 PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
 SOPEMI : Système d'observation permanente des migrations
 TREVI : Terrorisme, radicalisme, violence et extrémisme
 USAID : Agence américaine pour le développement

Divers

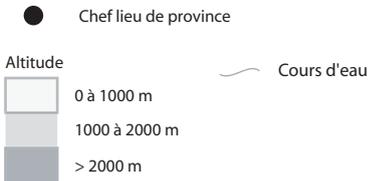
ASCI : Assises de la solidarité et de la coopération internationales
 AVD : Association villageoise de développement
 CRPO : Contrat de réinsertion dans le pays d'origine
 ECIL : Études capitalisation des initiatives locales
 FAC : Fonds d'aide et de coopération
 MIDEIP : Migration, développement et intégration pluriculturels
 MRE : Marocains résidant à l'étranger
 OSI : Organisation de solidarité internationale
 OSIM : Organisation de solidarité internationale issue de la migration
 PACT : Plan d'action concerté Taroudannt
 PAGER : Programme d'approvisionnement groupé en eau potable des populations
 PCM : Programme concerté Maroc
 PDLM : Programme Développement local Migration
 PERG : Programme d'électrification rurale généralisée
 PMA : Pays moins avancé
 PNCRR : Programme national de construction de route en milieu rural
 RAM : Royal Air Maroc
 RME : Ressortissants marocains à l'étranger

Carte 1

Le sud marocain



Légende : hommes et relief

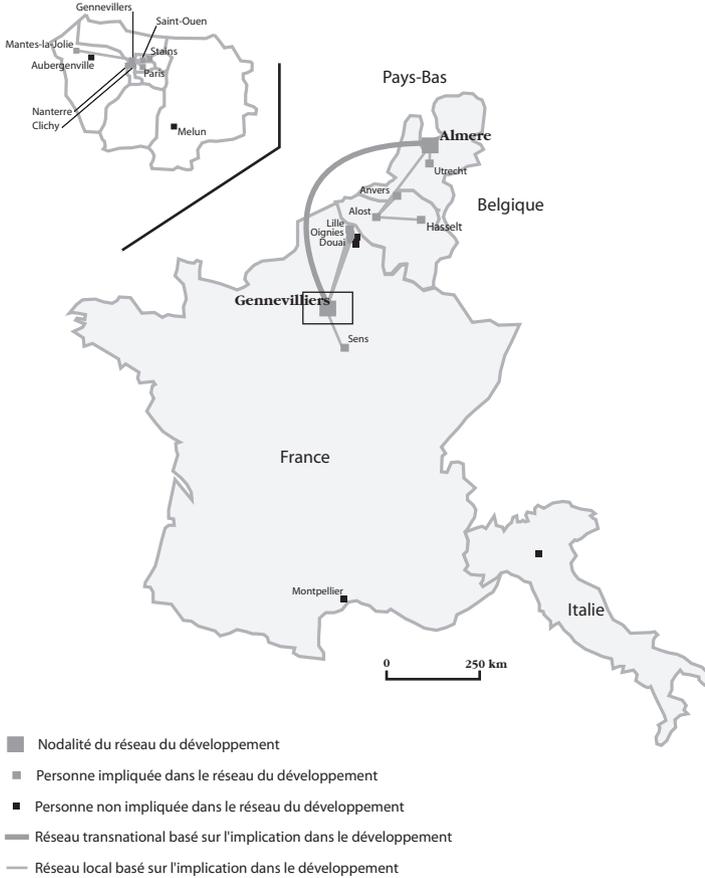


Source : le territoire marocain, état de lieux
Ministère de l'Aménagement du territoire, Maroc, 2000

Conception et réalisation graphique : Thomas Lacroix, migrinter, 2003

Carte 2

Le collectif des migrants issus de Kasbat-Aït Herbil en Europe, structure transnationale d'un réseau du développement



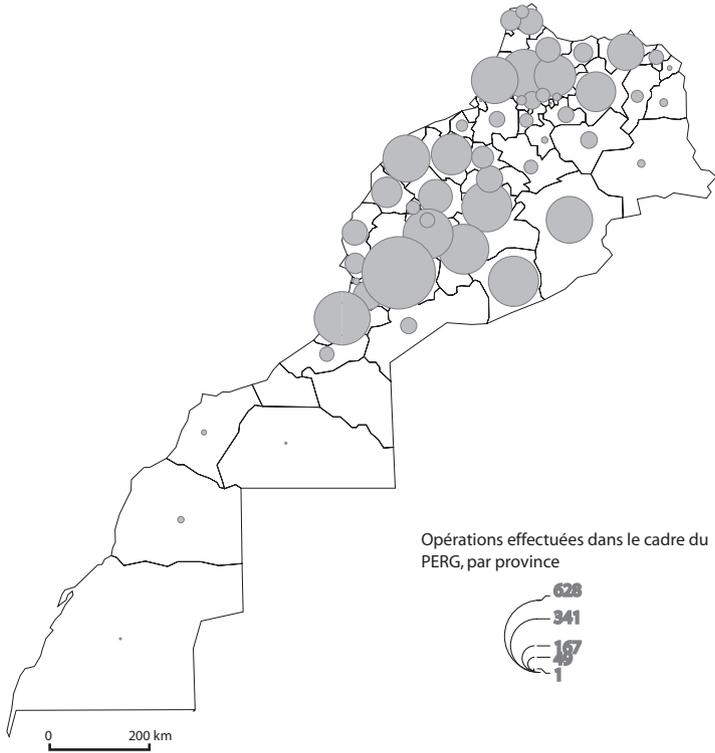
NB : pour l'Italie, en l'absence de donnée quant à la localisation exacte des migrants issus de Kasbat, nous avons pris le parti de ne dessiner qu'un seul symbole, sans dénomination, pour l'ensemble des personnes résidant dans ce pays.

Sources : Enquêtes personnelles, 2001-2003

Conception et réalisation graphique : Thomas Lacroix, migrinter, 2003

Carte 3

Répartition des opérations effectuées par l'ONE
dans le cadre du PERG



Source : ONE, internet, 2002

Conception et réalisation graphique : Thomas Lacroix, migrinter, 2003
Réalisé avec Philcarto

Carte 4

Les associations parapubliques de développement

Légende : Les associations parapubliques, plaine et montagne

-  Touiza
-  Iligh
-  Présence conjointe de Iligh et Touiza
-  Migrations et développement local
-  Présence de MDL et d'une association communale

Les associations communales :

- ① Zeklaouia (Commune de Ida Ou Zekri)
- ② Al Amana (Commune de Agadir melloul)

Source : High, Twiza et Bilans d'activité MD 1993-2001

Conception et réalisation graphique : Thomas Lacroix, migrinter, 2003

Introduction

A Amzlou, dans la cour d'une maison à l'entrée du village, quelques dindes, des poules, un âne. La première porte à droite mène à la cuisine : sol en terre noircie, un foyer, une natte, quelques ustensiles, mais surtout, un bruit... à peine perceptible, anodin, insignifiant. Pourtant, il nous sert de point de départ. Ce bruit est celui d'un réfrigérateur, dans un petit village de l'Anti-Atlas. L'histoire de cet appareil et du courant qui l'alimente rejoint plusieurs décennies plus tôt celle des premiers flux migratoires qui ont relié la région au reste du monde. Le village, comme plusieurs centaines d'autres, a été électrifié grâce à l'implication de ses ressortissants qui, à distance, ont financé, surveillé et géré les réalisations. Aujourd'hui, on prévoit que 80 % des besoins de la région seront couverts en 2010. Cela concerne également la mise en place de systèmes d'eau potable dans les villages, la construction de centaines de kilomètres de route, de collèges, de centres socioculturels, de dispensaires, etc. Le Sud marocain connaît aujourd'hui une dynamique de développement sans précédent, dynamique portée par un tissu transnational de relations, de circulations, de transferts, par une intense activité associative qui traverse la Méditerranée. Ces relations, qui constituent le ferment d'un espace porteur d'identité, représentent l'enjeu majeur pour la construction de la zone euroméditerranéenne d'aujourd'hui. Le présent ouvrage veut ici répondre à la question de savoir ce qu'est un espace transnational. Et c'est à travers l'analyse de ces initiatives de développement que les structures profondes de cette construction sociale pourront être mises à jour. Il s'agit de ne pas s'en tenir à un niveau descriptif, à la simple identification de ses réseaux, de ses lignes de force et de son étendue. Ce qui se joue derrière cet attachement au village d'origine dépasse la simple solidarité altruiste. Tout l'intérêt sera plutôt d'en dégager ses fondements, son intimité, son identité.

Les initiatives de développement s'inscrivent dans un ensemble complexe de flux et de réseaux qui constituent l'armature de l'espace transnational euromarocain. Avec, officiellement, 3 millions de ressortissants à l'étranger, le Maroc est le premier pays d'émigration du Maghreb et l'un des principaux au monde. Les relations qu'entretiennent les migrants avec leur espace d'origine ont engendré une grande

quantité de flux, à commencer par les flux de personnes et d'argent. L'espace transnational entre le Maroc et l'Europe est d'abord un espace de circulation intense. Environ 5 millions de personnes traversent le détroit dans un sens ou dans l'autre chaque année. En marge de la circulation officielle, les *pateras*¹ clandestines constituent la face cachée de ces flux humains. Zakia Daoud avance le chiffre de 30 000² personnes par an traversant le détroit sur ces *pateras* ; 14 000 seraient arrêtées et un millier décèderaient noyée [Daoud, 2002b, p. 233]. La dimension financière de ces relations transnationales est décisive pour l'économie marocaine. Les modestes enveloppes mensuelles destinées aux familles restées au pays alimentent une marée annuelle toujours croissante. Elle était de 3,6 milliards d'euros en 2001, soit, et de loin, la première source de devises (légal) du Maroc. Cette augmentation se poursuit en dépit de la durée de l'émigration et de l'enracinement des migrants dans leur pays d'accueil. Les échanges commerciaux sont excédentaires pour la France ; cependant, les transferts des immigrés inversent à eux seuls la balance des transactions courantes. En outre, ces flux contribueraient à élever 1,2 million de personnes³ au-dessus de la pauvreté. Il s'agit d'une ressource stratégique tant sur le plan économique que social. Mais au-delà de leur importance économique, ces chiffres sont perçus comme l'indicateur de l'attachement des ressortissants à leur pays d'origine et donc de la force d'attraction symbolique du Maroc. Chaque année, les chiffres de l'office des changes sur les transferts des émigrés sont suivis avec anxiété et abondamment commentés par la presse. Les transferts sont un enjeu national pour une société qui se pense en termes de liens du sang. Une baisse éventuelle est immédiatement rapportée à la dégradation des rapports entre communautés d'accueil et d'origine, à l'émergence d'une « seconde génération » tournée vers les sociétés européennes et oublieuse de ses racines, ou, d'une façon générale, aux processus d'intégration. Les transferts sont bien plus qu'une relation d'ordre économique. Les représentations construites autour du lien avec les ressortissants sont significatives de la façon dont le Maroc « s'imagine » (au sens de Benedict Anderson) et dont il construit sa relation avec la communauté émigrée.

1. Les *pateras* sont des barques à moteur, parfois rudimentaires, utilisées pour traverser le détroit.

2. Ce chiffre ne fait pas la distinction entre les nationalités et englobe également les Africains qui transitent par le Maroc et périssent dans le détroit.

3. Chiffre cité par Mohamed Khachani lors de la conférence organisée par le CNCND à Bruxelles, le 29 octobre 2002.

Le discours oscille entre la peur d'un effritement des liens « du sang » et l'espoir de l'avènement d'une relation « adulte », d'une modernité économique placée sous le signe de la rationalité.

La circulation des personnes et de l'argent ne fait que tisser la toile de fond d'une vie transnationale complexe. Les activités commerciales qui viennent se greffer sur cette circulation sont l'un des symptômes les plus visibles de cette densité sociale. La multiplication des compagnies de transport de biens et de personnes alimente le flot transméditerranéen. Elles sont très diverses, depuis la fourgonnette qui assure le transit informel de quelques marchandises au prix d'un bakchich discret, jusqu'aux sociétés de transport qui connaissent un pic d'activité pendant la période estivale. Dans le sens Nord-Sud, les flux acheminent des produits à destination des souks ou directement des familles, essentiellement des produits ménagers, hi-fi, informatiques ou des pièces détachées de voitures. Dans le sens Sud-Nord, ce sont des produits alimentaires (thé), ménagers (vaisselle), de l'ameublement ou des vêtements, à destination là encore de particuliers ou de magasins spécialisés dans la vente de produits maghrébins. Les émigrés issus du Sud marocain sont des acteurs particulièrement actifs sur cet espace commercial, notamment les Soussis très présents dans le petit commerce alimentaire, qu'encadre le système migratoire : le collectif de la migration apporte les ressources pour l'installation, de la main-d'œuvre, les fournisseurs et une partie de la clientèle. Derrière cette activité se construit un système qui permet la reproduction du groupe dans la migration. Au fil du temps, les activités commerçantes des Soussis se sont diversifiées. Ces derniers ont investi le champ transnational en travaillant avec des partenaires marocains. Le cas le plus exemplaire est la diffusion des cassettes vidéo de films et de clips musicaux berbères qui se vendent à Agadir comme à Gennevilliers. Les entrepreneurs migrants sont amenés, dans les années à venir, à jouer un rôle de plus en plus important dans l'espace transnational commercial franco-marocain.

L'espace transnational n'est pas fait que de relations économiques. Il est un support de déploiement de toute une mécanique sociale. Signe de l'intensité des relations, le développement des canaux médiatiques (journaux, télévisions, radios...) qui, par un chassé-croisé hertzien, fournissent au quotidien des nouvelles de l'autre côté [Charef, 1999, p. 98 et suiv.]. Le transnational est aussi un espace politique. Ruptures et continuités partisans s'y inscrivent. La structuration de ces réseaux est étroitement liée à l'histoire politique marocaine et au devenir des immigrés en Europe. Le paysage des associations de migrants marocains s'est

d'abord structuré autour des groupes d'opposants de gauche réfugiés en France. De l'autre côté, les autorités marocaines utilisent le milieu associatif et syndical pour encadrer les ressortissants de l'étranger : amicales de commerçants dans les années 1970 et 1980, associations à caractère culturel et religieux depuis les années 1990. Ces deux groupes d'acteurs se sont longtemps affrontés dans une lutte parfois violente, prolongeant ainsi les clivages politiques marocains dans l'immigration. De même, le mouvement berbériste (ou « amazigh ») trouve son pendant en Europe à travers une multitude d'associations. L'espace transnational est donc traversé par des fractures politiques héritées des clivages nationaux.

Il peut sembler, à première vue, paradoxal d'aborder ce sujet par un phénomène quantitativement marginal si on le compare à d'autres flux comme les remises ou la circulation. Or tout l'intérêt de la problématique des réseaux du développement est d'être transversale à celle du transnationalisme. Les acteurs ont fait du transnational le champ de la réponse à la question : comment penser ici le développement là-bas ? Les Marocains ont tissé un ensemble de réseaux de personnes, informels ou constitués en association, au sein desquels diverses catégories d'acteurs (simples migrants participant ponctuellement aux projets, associations, *leaders* ethniques, anciens militants syndicalistes...) s'articulent dans le but de faire du développement une raison légitime d'exister dans l'entre-deux. Leur activité suscite de la circulation, du contrôle à distance, des transferts d'argent, d'idée et de pouvoir. Au-delà de la construction d'un espace, les pratiques de développement posent la question de l'articulation avec d'autres espaces. Les projets mettent en relation les villages et les sociétés d'accueil, provoquent un rapprochement des modes de vie. Sur le plan régional, la dynamique est telle qu'elle suscite la mise en place de dispositifs publics à l'échelle nationale. En termes d'effet sur les zones d'origine, ces flux produisent un changement social au moins aussi important que celui causé par les transferts monétaires. Quel est le positionnement des différents acteurs face au transnationalisme et aux transformations qu'il induit ? Derrière la définition d'un espace, c'est celle du groupe qui le construit qui semble en effet pertinente. Ce questionnement constitue le fil de la première partie de cet ouvrage, qui s'appuiera sur les réseaux du développement soutenus par l'immigration des Berbères chleuhs issue du Sud marocain.

La problématique du développement pose en outre la question du rapport au politique. Les réseaux transnationaux attirent généralement l'attention par leurs contournements de frontières, leur immersion dans

l'illégal et leur apparition dans les zones grises de l'infra-légal. Le transnational a longtemps été considéré comme un « anti-monde ». Apparue dans les années 1970 à travers l'analyse des activités des multinationales réparties sur plusieurs États, la théorie sur le transnationalisme fut érigée en critique de l'approche réaliste des relations internationales. Avec la chute du mur de Berlin, la lecture bipolaire du monde perd sa pertinence, la prédominance étatique disparaît et de nouveaux acteurs émergent : la bipolarité Est/Ouest est remplacée par une dualité État/réseaux. Selon James Rosenau, cette dualité oppose le système international des États à la sphère des réseaux sociaux polyformes et polycentrés⁴ [Rosenau, 1990]. Là où l'ordre territorial repose sur l'allégeance citoyenne, le (dés)ordre des réseaux se constitue autour de stratégies identitaires et/ou d'intérêts, de solidarités utilitaires et/ou affectives en réaction à la crise des structures d'autorité. L'anthropologie et la sociologie postmodernes américaines, d'inspiration marxiste, ont développé une approche complémentaire, basée sur l'idée d'un transnationalisme de rejet. Selon ces auteurs, le transnationalisme permet aux migrants de rester dans les États du Nord en dépit de la pression discriminatoire qui les maintient aux marges du marché du travail et de la société (Basch, Glick Schiller, Szanton Blanc).

Le transnationalisme est donc né du besoin de lire le champ international non étatique. Il s'est construit autour d'une opposition forte entre deux sphères : celles des réseaux et des territoires, de la mobilité et du « statique », de la nation transcendante et du communautarisme transnational... Aujourd'hui, cette opposition stricte est mise à mal. On commence à penser les interactions entre la société d'accueil ou de départ et les groupes occupant le transnational. Les travaux récents d'Alejandro Portes portant sur le marché du travail [Portes, 2001, p. 25] ou ceux de Yasemine Soysal sur les organisations politiques [Soysal, 1994] laissent entrevoir la nécessité de repenser le transnationalisme. Une nouvelle approche devrait laisser la place à l'observation des rencontres et des articulations entre les différents acteurs. Or le développement permet justement de mettre en évidence cette relation autour d'intérêts communs. Toute une série d'institutions et de pouvoirs viennent se greffer autour des projets. Il faut dès lors appréhender ceux-ci non plus seulement comme un processus de concrétisation d'une idée,

4. Cette théorie s'apparente à celle de Jean Gottmann qui opposait l'icônographie des espaces étatique au mouvement des flux de biens, de personnes ou de capitaux [Gottman, 1952].